

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 2011;

Vu l'avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, donné le 6 mai 2011;

Vu l'avis 49.870/3 du Conseil d'Etat, donné le 5 juillet 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Climat et de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la Directive 85/337/CEE du Conseil, les Directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le Règlement (CE) n^o 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil.

Art. 2. Dans l'arrêté royal du 11 octobre 2000 relatif à l'octroi des autorisations individuelles couvrant l'établissement d'installations de production d'électricité, l'article 3 est complété par la disposition suivante :

« 12^o l'espace prévu sur le site de l'installation pour l'équipement au captage et à la compression du CO₂ lorsque les évaluations reprises à l'article 4, § 2, 5^o, sont positives. »

Art. 3. L'article 4, § 2, du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 5^o Dans le cas où la demande porte sur une installation de combustion d'une puissance nette développable égale ou supérieures à 300 mégawatts électriques, une évaluation des conditions suivantes :

- disponibilité de sites de stockage appropriés de CO₂;
- faisabilité technique et économique de réseaux de transport de CO₂;
- faisabilité technique et économique d'une adaptation de l'installation en vue du captage de CO₂. »

Art. 4. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 5 août 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Climat et de l'Energie,
P. MAGNETTE

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 2011;

Gelet op het advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, gegeven op 6 mei 2011;

Gelet op het advies 49.870/3 van Raad van State, gegeven op 5 juli 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat en Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide en tot wijziging van Richtlijn 85/337/EEG van de Raad, de Richtlijnen 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG en 2008/1/EG en Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad.

Art. 2. In het koninklijk besluit van 11 oktober 2000 betreffende de toekenning van individuele vergunningen voor de bouw van installaties voor de productie van elektriciteit, wordt artikel 3 aangevuld met de volgende bepaling :

« 12^o de ruimte die voorzien is op de site van de installatie voor de uitrusting, opvang en compressie van de CO₂, wanneer de evaluaties bedoeld in artikel 4, § 2, 5^o, positief zijn. »

Art. 3. Artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 5^o In het geval dat de vraag een verbrandingsinstallatie betreft met een netto ontwikkelbaar vermogen gelijk aan of hoger dan 300 elektrische megawatt, een evaluatie van de volgende voorwaarden :

- beschikbaarheid van de opslagsites die geschikt zijn voor de CO₂;
- technische en economische haalbaarheid van de transportnetten van CO₂;
- technische en economische haalbaarheid van een aanpassing van de installatie met het oog op de opvang van CO₂. »

Art. 4. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 5 augustus 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Klimaat en Energie,
P. MAGNETTE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2177

[C — 2011/29448]

19 JUILLET 2011. — Décret modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Article 1^{er}. Dans la loi du 19 juillet 1971, il est inséré un article 4sexies, rédigé comme suit :

« Article 4sexies - § 1^{er}. Pour l'application du présent article,

1^o l'expression « Certification par unités d'acquis d'apprentissage », ci-après dénommée « CPU », désigne un dispositif organisant la certification des compétences professionnelles en unités d'acquis d'apprentissage;

2° l'expression « Unités d'acquis d'apprentissage » désigne un ensemble cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et d'être validé;

3° l'expression « Acquis d'apprentissage » désigne ce qu'un élève sait, comprend, est capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage; les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences;

4° l'expression « Projet de mise en œuvre de la certification par unités d'apprentissage » désigne un texte décrivant l'organisation pédagogique, les procédures de remédiation, les ressources éducatives, pédagogiques et matérielles mobilisées pour la mise en œuvre de la CPU dans un établissement. Il établit l'adéquation de l'organisation prévue avec les objectifs de formation fixés à l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; il est accompagné d'un plan de formation des enseignants.

§ 2. Il est institué un enseignement expérimental au 3^e degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel.

Cette expérimentation consiste, dans les établissements concernés, en la mise en œuvre de divers dispositifs devant conduire à l'instauration de la certification par unités d'acquis d'apprentissage au troisième degré de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel.

§ 3. L'expérimentation de la CPU se développe du 1^{er} septembre 2011 au 31 août 2014 au plus tard. Elle concerne les élèves inscrits en cinquième année de l'enseignement secondaire ordinaire dans les options concernées pendant l'année scolaire 2011-2012. Elle se poursuit avec ces mêmes élèves jusqu'à la fin du troisième degré, en ce compris la 7^e année de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel si les référentiels sont disponibles.

Elle concerne également les élèves de septième année de l'enseignement technique de qualification et de l'enseignement professionnel dans les options concernées dès l'année scolaire 2012-2013.

Elle concerne également les élèves amenés à redoubler leur 6^e année pendant l'année scolaire 2012-2013 et les élèves amenés à redoubler leur 7^e année pendant les années scolaires 2012-2013 et 2013-2014 dans les options concernées.

§ 4. Participent à l'expérimentation CPU les établissements qui organisent, au troisième degré de l'enseignement secondaire ordinaire, l'une des options suivantes :

- 1° Technicien/technicienne de l'automobile (qualification technique);
- 2° Mécanicien/mécanicienne automobile (qualification professionnelle);
- 3° Hôtelier-restaurateur/hôtelière-restauratrice (qualification technique);
- 4° Restaurateur/restauratrice (qualification professionnelle);
- 5° Esthéticien/esthéticienne (qualification technique).

Le Gouvernement fixe les options de septième technique de qualification et de septième professionnelle où la CPU sera expérimentée sous la modalité précisée au § 5, 2° pendant les années scolaires 2012-2013 et/ou 2013-2014.

Pour les options visées aux alinéas 1^{er} et 2, les Services du Gouvernement élaborent :

- a) des référentiels métiers expérimentaux,
- b) des référentiels de formation expérimentaux regroupant les savoirs, aptitudes et compétences professionnels requis par le référentiel métier en unités d'acquis d'apprentissage,
- c) des référentiels d'équipement, des indications temporelles, des standards d'évaluation expérimentaux intégrés aux unités d'acquis d'apprentissage.

§ 5. Les établissements visés au § 4 choisissent obligatoirement, pour entrer dans l'expérimentation, une des deux modalités suivantes au 1^{er} septembre 2011 :

1° Soit les établissements concernés construisent leurs épreuves de qualification pour la cinquième année en 2011-2012, puis pour la 6^e et la 7^e année les années scolaires suivantes, en s'inspirant, mutatis mutandis, des standards d'évaluation décrits dans les référentiels de formation expérimentaux définis au § 4;

2° Soit les établissements concernés adoptent les référentiels visés au § 4. Ils modifient leur organisation pédagogique pour mettre en œuvre les unités d'acquis d'apprentissage prévues par les référentiels de formation expérimentaux dans le séquençage prévu. A la fin de chaque unité d'acquis d'apprentissage est organisée, en référence aux standards d'évaluation inclus dans les référentiels de formation, une des épreuves de qualification visées à l'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. La sanction des études s'opère conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

§ 6. Pour l'organisation de l'enseignement dans les options concernées, pendant la durée de l'expérimentation, les établissements qui choisissent la modalité visée au § 5, 2°, dérogent aux articles 39, 50 et 52 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et se réfèrent aux référentiels métiers expérimentaux, aux référentiels de formation expérimentaux, aux indications temporelles et aux standards d'évaluation expérimentaux, tels que définis au § 4.

§ 7. Les établissements qui choisissent la modalité visée au § 5, 2°, bénéficient d'une priorité pendant l'année scolaire 2011-2012 pour l'accès au fonds d'équipement dans les options concernées, pour les formations continuées mises en place pour la certification par unités et pour l'accompagnement pédagogique spécifique à la CPU de leur personnel engagé dans la certification par unités.

§ 8. Les établissements qui choisissent la modalité visée au § 5, 2° sont autorisés à soumettre à l'approbation du Ministre, de nouvelles grilles horaires pour les cours de l'option de base groupée. Les établissements organisés par la Communauté française le font par l'intermédiaire du Service général de l'Enseignement organisé par la Communauté française; les établissements subventionnés le font à l'intervention de l'Organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs auquel ils sont affiliés ou, s'ils ne sont pas affiliés à un organe, à l'intervention de leur pouvoir organisateur.

§ 9. Dans les établissements qui choisissent la modalité visée au § 5, 2°, pendant la durée de l'expérimentation visée au § 3, pour les cours liés aux options visées au § 4, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 2, 2°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de

l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques est déchargé des missions visées par l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o b, du même décret.

Dans les établissements qui choisissent la modalité visée au § 5, 2^o, pendant la durée de l'expérimentation visée au § 3, le Service de l'Inspection concerné est chargé pour les cours visés à l'alinéa précédent :

1^o d'identifier les avancées positives produites par le dispositif mis en place localement et les difficultés ressenties par l'équipe éducative;

2^o de recueillir toute information utile à l'évaluation de l'expérimentation.

A la fin des années scolaires 2011-2012 à 2013-2014, le Service général de l'Inspection dresse à l'intention du Gouvernement un rapport global sur la mise en œuvre et les résultats de l'expérience.

§ 10. Pendant l'année scolaire 2011-2012, quelle que soit la modalité choisie en référence au § 5, chaque établissement élabore un projet de mise en œuvre de la certification par unités d'apprentissage, tel que défini au § 1^{er} et applicable à partir de l'année scolaire 2012-2013.

Le projet de mise en œuvre est soumis à l'approbation du Ministre de l'Enseignement obligatoire dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionnés par la Communauté française.

Les établissements visés à l'alinéa 1^{er} tiennent à la disposition du Service de l'Inspection le projet de mise en œuvre de la certification par unités d'apprentissage dès le 1^{er} septembre 2012. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice

Art. 2. Dans l'article 2, paragraphe 3^{ter} de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, modifié par le décret du 10 avril 1995, par le décret du 30 novembre 2000, par le décret du 12 juillet 2001 et par le décret du 7 décembre 2007, les mots « est augmenté, au troisième degré, de 3 périodes hebdomadaires » sont remplacés par les mots : « est augmenté, au troisième degré, de 4 périodes hebdomadaires ».

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

Art. 3. L'article 14 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, tel que modifié en dernier lieu par le décret du 29 juillet 1992 et par le décret du 7 décembre 2007, est complété par le paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Si l'application de l'article 22, § 5, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice donne un résultat plus favorable que l'application des §§ 1^{er} à 6, les heures octroyées sont celles qui résultent des calculs effectués en application de l'article 22, § 5, du décret du 29 juillet 1992 précité. ».

CHAPITRE IV. — Modifications au décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 4. Dans l'article 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, remplacé par le décret du 5 août 1995, et modifié par le décret du 2 avril 1996, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 7 décembre 2007 et par le décret du 30 avril 2009, dans l'alinéa unique, le point 7^o, b) est complété par les mots :

« pour l'application de cette disposition, le Gouvernement peut décider de considérer deux secteurs comme un seul pour l'ensemble des établissements; le Gouvernement s'appuiera, pour la détermination des secteurs concernés, sur l'ensemble des données disponibles dans les instances sous-régionales de pilotage inter-réseaux créées en application du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances sous-régionales de pilotage et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficient de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial ».

Art. 5. A l'article 5^{bis} du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995 et modifié par le décret du 24 juillet 1997, dont le texte actuel formera le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Il est inséré un paragraphe 1^{er} rédigé comme suit :

« § 1^{er}. L'établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les minima fixés aux articles 3 et 4 alors qu'il les atteignait le 1^{er} octobre de l'année scolaire précédente est classé en « maintien 1 ».

L'établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les minima fixés aux articles 3 et 4, alors qu'il était classé en « maintien 1 » l'année scolaire précédente, est classé en « maintien 2 ».

L'établissement qui n'atteint pas au 1^{er} octobre les minima fixés aux articles 3 et 4, alors qu'il était classé en « maintien 2 » l'année scolaire précédente, est classé en « maintien 3 ».

Les Services du Gouvernement communiquent aux établissements concernés la situation dans laquelle ils se trouvent avant le 31 décembre. »;

2^o L'unique paragraphe ancien, devenant le paragraphe 2 nouveau, est remplacé par le paragraphe suivant :

« Tout établissement classé en maintien 3 au 1^{er} octobre d'une année scolaire n'est plus organisé ni subventionné au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante.

La disposition de l'alinéa 1^{er} s'applique également aux établissements créés en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. ».

Art. 6. A l'article 5^{ter} du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995 et modifié par le décret du 17 décembre 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 5^{bis}, § 2, alinéa 1^{er}, l'établissement qui opère une fusion conformément à l'alinéa 1^{er} est maintenu jusqu'à cette fusion. »;

2° Dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « au 1^{er} septembre d'une année scolaire »;

3° Le paragraphe 6 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Les propositions de fusion sont soumises, pour avis, aux conseils de zone et, pour approbation, au comité de concertation du caractère d'enseignement concerné, créés en application de l'article 24. Le comité de concertation transmet les propositions approuvées aux Services du Gouvernement, qui vérifient le respect des dispositions légales et réglementaires. »

4° L'article 5^{ter} est complété par les paragraphes 7 à 10, qui sont rédigés comme suit :

« § 7. En vue de favoriser les fusions d'établissements ou les restructurations visées à l'article 5^{quater}, § 1^{er}, alinéas 3 à 5, des incitants sont octroyés à l'établissement issu de la fusion ou aux établissements issus d'une restructuration, en ce qui concerne le NTPP et certaines fonctions de membres du personnel non chargé de cours.

Ces incitants sont classés en trois catégories d'après le classement des établissements concernés par la fusion ou la restructuration en application de l'article 5^{bis}, § 1^{er}, au 1^{er} octobre de l'année qui précède la fusion ou la restructuration :

1° Catégorie 1^{re} : lorsqu'aucun des établissements concernés n'est classé en maintien 2 ou en maintien 3.

2° Catégorie 2 : lorsqu'aucun des établissements concernés n'est classé en maintien 3 et qu'un de ceux-ci au moins est classé en maintien 2.

3° Catégorie 3 : lorsqu'au moins un des établissements concernés est classé en maintien 3.

§ 8. Le calcul des incitants alloués à l'établissement issu de la fusion ou de la restructuration bénéficiant des incitants visés au § 7 se base sur les éléments suivants pendant l'année de la fusion et les cinq années qui suivent :

1° un NTPP A est calculé conformément aux articles 7 à 15, 17 et 22, § 2, pour les années, degrés, formes, sections, options ou cours qui existaient déjà dans les établissements entrés dans la fusion ou la restructuration;

2° un NTPP B est calculé comme suit; le NTPP B est le total des NTPP calculés conformément aux articles 7 à 15, 17 et 22 § 2, séparément pour chaque établissement entré dans la fusion ou la restructuration en attribuant les élèves de l'établissement issu de la fusion à l'un ou l'autre des établissements tels qu'organisés avant la fusion ou la restructuration en fonction des années, degrés, formes, sections, options ou cours organisés par chacun avant la fusion ou la restructuration. Au cas où les mêmes années, degrés, formes, sections, options ou cours étaient organisés dans plus d'un établissement avant la fusion ou la restructuration, une répartition de la population est effectuée au prorata des populations totales de chaque établissement avant la fusion ou la restructuration;

La structure des établissements concernés qui est prise en compte pour le calcul du NTPP B est celle qui existait au 1^{er} octobre de l'avant-dernière année scolaire qui précède la fusion ou la restructuration.

§ 9. Les incitants en NTPP visés au § 7 sont calculés comme suit :

1° Catégorie 1^{re} : si la différence entre le NTPP B et le NTPP A est positive, cette différence est ajoutée au NTPP de l'établissement à 100 % pour l'année de la fusion ou de la restructuration et les deux années qui suivent, à 75 % pour la quatrième année, à 50 % pour la cinquième année et à 25 % pour la sixième année;

2° Catégorie 2 : si la différence entre le NTPP B et le NTPP A est positive, cette différence est ajoutée au NTPP de l'établissement à 75 % pour l'année de la fusion ou de la restructuration et les deux années qui suivent, à 50 % pour la quatrième année, à 25 % pour la 5^e année et à 10 % pour la sixième année;

3° Catégorie 3 : si la différence entre le NTPP B et le NTPP A est positive, cette différence est ajoutée au NTPP de l'établissement à 50 % pour l'année de la fusion ou de la restructuration et les deux années qui suivent, à 25 % pour la quatrième année, à 10 % pour la cinquième année et à 5 % pour la sixième année.

Les incitants sont ajoutés au NTPP de l'établissement calculé conformément aux articles 7 à 15, 17 et 22, § 2.

§ 10. Les incitants concernant certaines fonctions de membres du personnel non chargé de cours visés au § 7 se définissent comme suit pour les trois catégories : il est créé, en cadre d'extinction, un nombre d'emplois de chefs d'établissement adjoints, de proviseurs adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints correspondant au nombre d'emplois excédentaires de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs-économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier nommés ou engagés à titre définitif dans les établissements autonomes préexistants à la fusion ou la restructuration.

Sans préjudice des règles applicables en matière de mise en disponibilité par défaut d'emploi et de réaffectation, les membres du personnel définitif qui, en application des modalités de fusion ou de restructuration, n'occuperont plus les emplois de chefs d'établissement, de proviseurs ou de sous-directeurs, d'éducateurs-économistes, de chefs de travaux d'atelier et de chefs d'atelier de l'établissement fusionné sont rappelés à l'activité ou remis au travail, dans les emplois de chefs d'établissement-adjoints, de proviseurs-adjoints ou de sous-directeurs adjoints, d'éducateurs-économistes adjoints, de chefs de travaux d'atelier adjoints et de chefs d'atelier adjoints visés à l'alinéa 1^{er}.

Chaque emploi visé à l'alinéa 1^{er} est supprimé du cadre d'extinction lorsque son titulaire quitte définitivement sa fonction.

A partir du premier jour du mois qui suit l'extinction d'un emploi de chef d'établissement adjoint visé à l'alinéa 1^{er}, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de proviseur ou de sous-directeur supplémentaire par dérogation à l'article 21^{quater}.

A partir du premier jour du mois qui suit l'extinction d'un emploi d'éducateur-économiste adjoint visé à l'alinéa 1^{er}, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de surveillant-éducateur supplémentaire par dérogation aux articles 3 à 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire.

Lorsque la fusion ou la restructuration n'entraîne pas de cadre d'extinction pour un des emplois de chef d'établissement ou d'éducateur-économiste, l'établissement concerné bénéficie, à partir du premier jour du mois qui suit la fusion, d'un emploi de proviseur ou de sous-directeur supplémentaire par emploi de chef d'établissement supprimé et d'un emploi de surveillant-éducateur supplémentaire par emploi d'éducateur-économiste supprimé.

L'emploi supplémentaire de proviseur ou de sous-directeur visé aux alinéas 4 et 6 est supprimé au 1^{er} septembre lorsque, au 1^{er} octobre de l'année précédente, le nombre d'élèves de l'établissement issu de la fusion ou de la restructuration est inférieur de plus de 10 % au nombre d'élèves obtenu par l'addition des populations scolaires, calculées au 1^{er} octobre de l'année précédant la fusion, de chacun des établissements préexistants à la fusion ou à la restructuration.

L'emploi supplémentaire de surveillant-éducateur visé aux alinéas 5 et 6 est supprimé au 1^{er} septembre lorsque, au 1^{er} octobre de l'année précédente, le nombre d'élèves de l'établissement issu de la fusion ou de la restructuration est inférieur de plus de 10 % au nombre d'élèves obtenu par l'addition des populations scolaires, calculées au 1^{er} octobre de l'année précédant la fusion ou la restructuration, de chacun des établissements préexistant à la fusion ou à la restructuration.

Par dérogation à l'article 21^{quater}, 28 périodes supplémentaires au maximum peuvent être imputées au NTPP en vue de maintenir tout ou partie de l'emploi de proviseur ou de sous-directeur supprimé en application de l'alinéa 7 après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord.

Par dérogation à l'article 20, § 5, alinéa 1^{er}, un maximum de 24 périodes supplémentaires peuvent être imputées au NTPP en vue de maintenir, en tout ou en partie, l'emploi de surveillant-éducateur supprimé en application de l'alinéa 8. ».

Art. 7. Dans l'article 5^{quater}, § 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995 et modifié par le décret du 2 avril 1996, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 8 février 1999 et par le décret du 12 décembre 2008, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« La restructuration de deux ou plusieurs établissements peut amener à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré. Dans ce cas, les établissements concernés par la restructuration bénéficient des incitants tels que définis à l'article 5^{ter}, §§ 7 à 10, pour autant que l'établissement n'organisant que le 1^{er} degré soit organisé dans une seule implantation, telle que définie à l'article 2, 1^o, b) du décret du 28 avril 2004 relatif à la différenciation du financement des établissements d'enseignement fondamental et secondaire, n'accueillant aucun autre établissement d'enseignement secondaire que l'établissement organisant le 1^{er} degré et aucun autre niveau, type ou forme d'enseignement secondaire sur le même site. L'établissement n'organisant que le 1^{er} degré ne peut pas être subventionné s'il ne compte pas 340 élèves au 1^{er} octobre de l'année de la restructuration. Le Gouvernement fixe les modalités d'introduction des demandes visant à l'émergence d'un établissement n'organisant que le 1^{er} degré.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Gouvernement peut, en raison de circonstances particulières liées à l'éloignement, aux transports ou à la configuration des bâtiments, accorder les incitants aux établissements concernés par la restructuration lorsque l'établissement n'organisant que le 1^{er} degré est organisé sur une implantation accueillant d'autres établissements d'enseignement secondaire ou plusieurs implantations.

Lorsque la restructuration de plusieurs établissements entraîne la fermeture de l'un d'eux au moins, les établissements issus de la restructuration bénéficient globalement des incitants tels que définis à l'article 5^{ter}, §§ 7 à 10. »

Art. 8. Dans l'article 5^{quinquies}, alinéa 1^{er} du même décret, inséré par le décret du 5 août 1995 et modifié par le décret du 12 décembre 2008, les mots « aux nombres minima fixés aux articles 2 et 3 » sont remplacés par les mots « à la disposition prévue à l'article 5^{bis}, § 2. ».

Art. 9. Dans l'article 5^{sexties}, qui devient 5^{sexies}, du même décret, inséré par le décret du 12 décembre 2008, l'unique alinéa est complété par cinq alinéas rédigés comme suit :

« Le Gouvernement arrête, au minimum tous les cinq ans, les indicateurs précisant les critères généraux visés à l'alinéa 1^{er}.

A cette fin, le Gouvernement soumet pour avis au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire une proposition d'indicateurs.

Pour l'application de l'alinéa 3, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article 2, 1^o du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, le Conseil général de concertation peut aussi formuler d'initiative des propositions d'indicateurs à l'adresse du Gouvernement.

L'établissement qui sollicite une dérogation aux nombres minima fixés aux articles 3 et 4 accompagne sa demande d'une justification par rapport aux critères et indicateurs dont il est question aux deux premiers alinéas et d'un plan de gestion visant soit au rattrapage progressif de la norme de maintien soit à la fusion ou la restructuration de l'établissement. »

Art. 10. Le texte de l'article 6 du même décret, modifié par le décret du 5 août 1995, est remplacé par le texte suivant :

« Article 6. - § 1^{er}. Un nouvel établissement d'enseignement secondaire de type I ne peut être créé ou subventionné s'il ne compte pas 450 élèves au 1^{er} octobre de l'année de sa création.

Un établissement résultant d'une fusion ou d'une restructuration en application de l'article 5^{ter} ou de l'article 5^{quater}, n'est pas considéré comme un nouvel établissement.

Un établissement qui, par la modification de son offre d'enseignement, atteint un des nombres minima fixés à l'article 4, n'est pas considéré comme un nouvel établissement.

§ 2. - Le Gouvernement procède, au minimum tous les trois ans et pour la première fois pendant l'année 2011, à une analyse des données disponibles concernant, zone par zone, la démographie et les besoins prévisibles en termes de nombre de places, par degré et par année. Le Gouvernement est chargé de faire parvenir, dans les meilleurs délais, ladite analyse au Parlement.

En fonction des résultats de cette analyse, le Gouvernement désigne une ou plusieurs zones ou parties de zones d'enseignement où la demande dépassera à terme prévisible l'offre existante. Dans ces zones ou parties de zones, le Gouvernement détermine le nombre d'établissements à créer en fonction du nombre de places nécessaires.

En fonction du nombre d'établissements nécessaires visés à l'alinéa précédent, le Gouvernement procède à un appel à candidatures, par zone ou partie de zone, pour la création de nouveaux établissements et soumet pour avis au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire les candidatures qui lui sont parvenues.

Pour l'application de l'alinéa 3, l'absence d'avis du Conseil dans le délai de deux mois à compter de la demande d'avis qui lui est adressée par le Gouvernement est assimilée à un avis favorable à toutes les candidatures.

Le Gouvernement crée ou autorise la création d'un nombre d'établissements qui ne soit pas supérieur au nombre qu'il a déterminés en veillant à assurer un équilibre entre le caractère confessionnel et le caractère non-confessionnel, en vérifiant l'adéquation entre les projets présentés et les besoins recensés, notamment en fonction de la localisation et des possibilités de transports, et en tenant compte de l'offre d'enseignement projetée.

Par dérogation au § 1^{er}, les établissements visés à l'alinéa 5 peuvent se créer année par année ou degré par degré. Dans ce cas, ils doivent atteindre :

— dès la première année, un nombre minimum de 60 élèves régulièrement inscrits au 1^{er} octobre;

— au terme d'un processus dont le Gouvernement fixe la durée, 450 élèves dans le cas d'un établissement organisant trois degrés, 395 élèves dans le cas d'un établissement n'organisant que deux degrés et 340 élèves dans le cas d'un établissement n'organisant qu'un degré.

La durée dont il est question à l'alinéa précédent est fixée à :

1° minimum 3 et maximum 4 ans pour un établissement n'organisant qu'un degré;

2° minimum 5 et maximum 6 ans pour un établissement organisant deux degrés;

3° minimum 7 et maximum 8 ans pour un établissement organisant trois degrés.

A défaut, l'établissement n'est plus organisé ni subventionné au 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante, sauf dérogation accordée par le Gouvernement.

§ 3. Les normes de création fixées au § 1^{er} et au § 2 s'appliquent également aux établissements créés en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. »

Art. 11. Dans l'article 19, § 3, alinéa 1^{er} du même décret, modifié par le décret du 5 août 1995, par le décret du 2 avril 1996, par le décret du 25 juillet 1996, par le décret du 17 juillet 1998 et par le décret du 12 décembre 2008, les mots « repris dans la liste des établissements fixée par le Gouvernement conformément à l'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire » sont remplacés par les mots « dont au moins une des implantations est reprise dans la liste visée à l'article 4, alinéa 8, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. ».

Art. 12. Dans l'article 21^{quater} du même décret, inséré par le décret du 2 avril 1996 et modifié par le décret du 24 juillet 1997, par le décret du 4 janvier 1999, par le décret du 2 février 2007 et par le décret du 30 avril 2009, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les emplois de sous-directeur peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

Art. 13. Dans l'article 22 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1994, par le décret du 5 août 1995, par le décret du 2 avril 1996, par le décret du 30 juin 2006, par le décret du 8 mars 2007 et par le décret du 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « sauf dans le cas des restructurations visées à l'article 5^{quater}, § 1^{er}, alinéa 3, » sont insérés entre les mots « décret » et « un bâtiment »;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 8, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° aux établissements dont au moins une des implantations est reprise dans la liste visée à l'article 4, alinéa 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. »;

3° Il est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Par dérogation au § 1^{er}, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal n° 49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, pour les établissements créés par année ou par degré conformément à l'article 6, le nombre d'élèves pris en considération pour l'application des chapitres II et IIbis est le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours. A partir de l'année scolaire au cours de laquelle l'établissement organise l'entièreté des années et degrés prévus, le nombre d'élèves pris en considération pour le calcul du NTPP de l'année scolaire suivante est le nombre d'élèves réguliers au 15 janvier de l'année scolaire précédente. »

Art. 14. Dans l'article 23 du même décret, modifié par le décret du 22 décembre 1994, par le décret du 12 décembre 2008 et par le décret du 3 avril 2009, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'alinéa 1^{er} n'est pas d'application pour les établissements bénéficiant pour la première année des incitants prévus aux articles 5^{ter} et 5^{quater}. »

CHAPITRE V. — Modifications au décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 15. Dans l'article 35, § 2, alinéa 4, modifié par le décret du 26 avril 1999, par le décret du 3 mars 2004 et par le décret du 20 juillet 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire, de l'inspection, de l'enseignement supérieur et de la Commission communautaire des Professions et des Qualifications créée par le décret du 27 octobre 1994 précité » sont remplacés par les mots « Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire, de l'inspection, du Service de conseil et de soutien pédagogique, des Cellules de conseil et de soutien pédagogique, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale »;

2° Dans la dernière phrase du même alinéa, les mots « et de la Commission communautaire des Professions et des Qualifications » sont remplacés par les mots « et de l'enseignement de promotion sociale ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 16. Dans l'article 2, 1^o, b), dernier alinéa, du décret du 14 juin 2001 visant à l'insertion des élèves primo-arrivants dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que complété par le décret du 20 juillet 2006 et modifié par le décret du 12 décembre 2008 et le décret du 13 janvier 2011, les mots « au 30 juin 2011 » sont remplacés par les mots « au 30 juin 2012 ».

CHAPITRE VII. — *Modifications au décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 17. Dans l'article 6, § 2, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, les mots « avant le 15 novembre de l'année scolaire en cours aux élèves inscrits en 1^{re} année différenciée » sont ajoutés entre les mots « accessible » et « moyennant ».

Art. 18. Dans le chapitre II du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, il est inséré un article 6^{quater} rédigé comme suit :

« Article 6^{quater}. – Au sein du premier degré, lorsqu'un élève fait l'objet d'une décision d'exclusion définitive après le 15 janvier selon la procédure prévue au chapitre IX du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le Conseil de classe délivre, sur la base du rapport visé à l'article 22, une attestation d'orientation dans le respect des dispositions prévues aux articles 23 à 30. Dans ce cas, le Conseil de classe ne pourra toutefois pas délivrer le Certificat d'enseignement du premier degré ou le Certificat d'études de base. La délivrance de cette attestation, qui est jointe au dossier scolaire de l'élève, n'est pas susceptible de recours.

L'attestation visée à l'alinéa précédent prendra effet à partir du 1^{er} septembre de l'année scolaire suivante sauf si l'élève bénéficie, après son exclusion définitive, d'une décision d'un conseil de classe dans un autre établissement scolaire. »

CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires*

Art. 19. A titre transitoire, au 1^{er} septembre 2011, les établissements qui, pour la première fois, n'atteignaient pas la norme de maintien d'établissement, telle que prévue aux articles 3 et 4 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, au 1^{er} octobre 2010 sont classés en maintien 1; les établissements qui, pour la deuxième fois consécutive n'atteignaient pas la norme de maintien d'établissement sont classés en maintien 2; les établissements qui, pour la troisième fois consécutive ou depuis plus de trois années scolaires, n'atteignaient pas la norme de maintien d'établissement sont classés en maintien 3. Ces classements ne sont pas modifiés jusqu'au 1^{er} septembre 2012, sauf si l'établissement atteint à nouveau la norme de maintien au 1^{er} octobre 2011.

CHAPITRE IX. — *Entrée en vigueur*

Art. 20. L'article 12 produit ses effets le 1^{er} juin 2009.

Art. 21. Sauf en ce qui concerne l'article 12 dont la date d'entrée en vigueur est fixée par l'article 20, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2011.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Communauté française,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance,
de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances et des Sports,

A. ANTOINE

Le Vice-Président et
Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,

Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire
et de Promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 231-1. – Amendements de commission, n° 231-2 - Rapport, n° 231-3
Comptes-rendus intégraux. – Discussion. Séance du 18 juillet 2011. — Adoption. Séance du 19 juillet 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 2177

[C — 2011/29448]

19 JULI 2011. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs.*

Artikel 1. In de wet van 19 juli 1971, wordt een artikel 4sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 4sexies. § 1. Voor de toepassing van dit artikel :

1° heeft de uitdrukking « Bekrchtiging per verworven leereenheid » hierna « BVL » genoemd, betrekking op een systeem dat de bekrchtiging van de beroepsbekwaamheden organiseert in verworven leereenheden;

2° heeft de uitdrukking « Verworven leereenheid » betrekking op een coherent geheel van verworven leerkennis die geëvalueerd en bekrchtigd kan worden;

3° heeft de uitdrukking « Verworven leereenheid » betrekking op wat een leerling weet, begrijpt en kan doen na een leerproces; de verworven kennis wordt bepaald op het gebied van de kennis, vaardigheden en bekwaamheden;

4° heeft de uitdrukking « project van invoering van de bekrchtiging per leereenheid » betrekking op een tekst waarbij de pedagogische organisatie, de remediëringsprocedures, de opvoedkundige, pedagogische en materiële middelen beschreven worden voor de invoering van de « BVL » in een inrichting. Het bepaalt de overeenstemming van de voorziene organisatie met de doelstellingen van de opleiding bedoeld in artikel 54 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren; het gaat gepaard met een opleidingsplan van de leerkrachten.

§ 2. Er wordt een experimenteel onderwijs ingesteld in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs.

Het experimenteren bestaat, in de betrokken inrichtingen, in het invoeren van diverse middelen met het oog op de invoering van de bekrchtiging per verworven leereenheid in de derde graad van het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs.

§ 3. Het experimenteren van de « BVL » wordt ontwikkeld tussen 1 september 2011 tot uiterlijk 31 augustus 2014. Het betreft de leerlingen ingeschreven in het vijfde leerjaar van het gewoon secundair onderwijs in de betrokken opties tijdens het schooljaar 2011-2012. Dit experimenteren wordt voortgezet met dezelfde leerlingen tot het einde van de derde graad, met inbegrip van het zevende leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs, indien de referentiesystemen beschikbaar zijn.

Ze betreft ook de leerlingen van het zevende leerjaar van het technisch kwalificatieonderwijs en het beroepsonderwijs in de betrokken opties vanaf het schooljaar 2012-2013.

Ze betreft ook de leerlingen die voor hun zesde leerjaar moeten blijven zitten tijdens het schooljaar 2012-2013 en de leerlingen die voor hun zevende leerjaar moeten blijven zitten tijdens de schooljaren 2012-2013 en 2013-2014 in de betrokken opties.

§ 4. Nemen deel aan het experimenteren van de BVL de inrichtingen die bij de derde graad van het gewoon secundair onderwijs één van de volgende opties organiseren :

- 1° Autotechnicus (technische kwalificatie);
- 2° Automecanici (beroepskwalificatie);
- 3° Restauranthouder - hotelhouder (technische kwalificatie);
- 4° Restauranthouder (beroepskwalificatie);
- 5° Schoonheidsspecialist(e) (technische kwalificatie).

De Regering bepaalt de opties van het zevende leerjaar technisch kwalificatieonderwijs en het zevende leerjaar beroepsonderwijs waar de BVL geëxperimenteerd zal worden onder de nadere regel bedoeld in § 5, 2° tijdens de schooljaren 2012-2013 en/of 2013-2014.

Voor de opties bedoeld in het eerste en tweede lid, werken de Diensten van de Regering het volgende uit :

- a) experimentele referentiesystemen « beroepen »,
- b) experimentele referentiesystemen « opleiding » met de beroepskennis, -vaardigheid en -bekwaamheid vereist door het referentiesysteem « beroepen » in een verworven leereenheid,
- c) referentiesystemen « uitrusting », tijdindicaties, experimentele evaluatienormen die geïntegreerd worden in de verworven leereenheden.

§ 5. De inrichtingen bedoeld in § 4 kiezen verplicht, om deel te nemen aan het experimenteren, voor één van beide volgende nadere regels op 1 september 2011 :

1° ofwel ontwikkelen de betrokken inrichtingen hun kwalificatieproeven voor het vijfde leerjaar in 2011-2012, daarna voor het zesde en het zevende leerjaar, de volgende schooljaren, waarbij, mutatis mutandis, rekening wordt gehouden met de evaluatienormen beschreven in de experimentele referentiesystemen « opleiding » bepaald in § 4;

2° ofwel nemen de betrokken inrichtingen de referentiesystemen bedoeld in § 4 aan. Ze wijzigen hun pedagogische organisatie om de verworven leereenheden uit te voeren die bepaald worden door de experimentele referentiesystemen « opleiding » van de bedoelde volgorde. Op het einde van elke verworven leereenheid wordt, met verwijzing naar de evaluatienormen inbegrepen in de referentiesystemen « opleiding », één van de kwalificatieproeven georganiseerd zoals bedoeld in artikel 26, § 1, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs. De studies worden bekrchtigd overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

§ 6. Voor de organisatie van het onderwijs in de betrokken opties, tijdens de experimenteerperiode, wijken de inrichtingen die de nadere regel bedoeld in § 5, 2° kiezen, af van de artikelen 39, 50 en 52 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die

het mogelijk maken ze uit te voeren en verwijzen ze naar de experimentele referentiesystemen « beroepen », de experimentele referentiesystemen « opleiding », de tijndindicaties en de experimentele referentiesystemen « evaluatie », zoals bedoeld in § 4.

§ 7. De inrichtingen die voor de nadere regel bedoeld in § 5, 2°, kiezen, hebben de voorrang tijdens het schooljaar 2011-2012 voor de toegang tot het uitrustingsfonds in de betrokken opties, voor de voortgezette opleidingen ingevoerd voor de bekrachtiging per eenheid en voor de pedagogische begeleiding eigen aan de BVL van hun personeel betrokken bij de bekrachtiging per eenheid.

§ 8. De inrichtingen die voor de nadere regel bedoeld in § 5, 2° kiezen, worden ertoe gemachtigd nieuwe uurroosters voor de cursussen van de gegroepede basisoptie de Minister ter goedkeuring voor te leggen. De inrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap doen dit door toedoen van de Algemene Dienst Onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap; de gesubsidieerde inrichtingen doen dit door toedoen van het Vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waarbij ze aangesloten zijn of indien ze niet aangesloten zijn bij een orgaan, door toedoen van hun inrichtende macht.

§ 9. In de inrichtingen die voor de nadere regel bedoeld in § 5, 2°, kiezen tijdens de experimenteerperiode bedoeld in § 3, voor de cursussen gebonden aan de opties bedoeld in § 4, wordt de Inspectiedienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 2°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs ontheven van de opdrachten bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, 1° en 2°b, van hetzelfde decreet.

In de inrichtingen die voor de nadere regel bedoeld in § 5, 2°, kiezen tijdens de duur van de experimenteerperiode bedoeld in § 3, wordt de betrokken Inspectiedienst belast voor de cursussen bedoeld in het vorige lid met :

1° de identificatie van de positieve vooruitgang van het systeem dat plaatselijk ingevoerd wordt en van de moeilijkheden ondervonden door het opvoedkundig team;

2° de verzameling van alle nuttige informatie voor de evaluatie van het experiment.

Op het einde van de schooljaren 2011-2012 tot 2013-2014, richt de Algemene Inspectiedienst aan de Regering een globaal verslag over de invoering en de resultaten van het experiment.

§ 10. Tijdens het schooljaar 2011-2012, ongeacht de nadere regel gekozen met verwijzing naar § 5, maakt elke inrichting een project op voor de invoering van de bekrachtiging per leereenheid, zoals bedoeld in § 1 en van toepassing vanaf het schooljaar 2012-2013.

Het invoeringsproject wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Leerplichtonderwijs in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, na voorafgaande raadpleging van het basisoverlegcomité voor de onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de Plaatselijke paritaire commissie voor de inrichtingen van het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of de plaatselijke overleginstanties of, bij gebreke hieraan, de vakbonden voor de inrichtingen van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De inrichtingen bedoeld in het eerste lid houden het project voor de invoering van de bekrachtiging per leereenheid ter beschikking van de Inspectiedienst en dit, vanaf 1 september 2012. »

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs

Art. 2. In artikel 2, § 3ter van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs, van het aanvullend secundair beroepsonderwijs, gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, het decreet van 30 november 2000, het decreet van 12 juli 2001 en het decreet van 7 december 2007, worden de woorden « wordt verhoogd bij de derde graad met 3 wekelijkse lestijden » vervangen door de woorden « wordt verhoogd bij de derde graad met 4 wekelijkse lestijden ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II

Art. 3. Artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 29 juli 1992 en bij het decreet van 7 december 2007, wordt aangevuld met § 7, luidend als volgt :

« § 7. Indien de toepassing van artikel 22, § 5, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan een gunstiger resultaat geeft dan de toepassing van de §§ 1 tot 6, zijn de toegekende uren deze die voortvloeiën uit de rekeningen gemaakt met toepassing van artikel 22, § 5, van het bovenvermelde decreet van 29 juli 1992.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 4. In artikel 4 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, vervangen bij het decreet van 5 augustus 1995, en gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 7 december 2007 en bij het decreet van 30 april 2009, in het enige lid, wordt punt 7°, b) aangevuld als volgt : « voor de toepassing van deze bepaling, kan de Regering beslissen dat twee sectoren één enkele sector vormen voor het geheel van de inrichtingen; de Regering steunt, voor de bepaling van de betrokken sectoren, op het geheel van de gegevens die beschikbaar zijn in de netoverschrijdende subregionale sturingsinstanties, opgericht met toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van subregionale sturingsinstanties en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen ».

Art. 5. In artikel *5bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995 en gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, waarvan de huidige tekst paragraaf 2 zal uitmaken, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een paragraaf 1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. De inrichting die op 1 oktober de in de artikelen 3 en 4 vastgestelde minima niet bereikt, terwijl ze die op 1 oktober van het voorafgaande jaar wel bereikte, wordt in de categorie « behoud 1 » gerangschikt.

De inrichting die op 1 oktober de in de artikelen 3 en 4 vastgestelde minima niet bereikt, terwijl ze in het voorafgaande jaar in de categorie « behoud 1 » gerangschikt was, wordt in de categorie « behoud 2 » gerangschikt.

De inrichting die op 1 oktober de in de artikelen 3 en 4 vastgestelde minima niet bereikt, terwijl ze in het voorafgaande jaar in de categorie « behoud 2 » gerangschikt was, wordt in de categorie « behoud 3 » gerangschikt.

De Diensten van de Regering delen de betrokken inrichtingen de toestand mee waarin ze zich bevinden vóór 31 december. »;

2° De enige vroegere paragraaf, die de nieuwe paragraaf 2 wordt, wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« Iedere inrichting die op 1 oktober van een schooljaar in de categorie « behoud 3 » wordt gerangschikt, wordt niet meer georganiseerd noch gesubsidieerd op 1 september van het volgende schooljaar.

De bepaling van het eerste lid is eveneens van toepassing op de inrichtingen die werden opgericht met toepassing van artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. ».

Art. 6. In artikel *5ter* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995 en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van artikel *5bis*, § 2, eerste lid, wordt de inrichting die een fusie verricht overeenkomstig het eerste lid, tot die fusie gehandhaafd. »;

2° In paragraaf 3, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « op 1 september van een schooljaar »;

3° Paragraaf 6 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« Fusievoorstellen worden voor advies aan de zoneraden voorgelegd en, ter goedkeuring, aan het overlegcomité van de betrokken onderwijsraad, opgericht krachtens artikel 24. Het overlegcomité zendt de goedgekeurde voorstellen aan de Diensten van de Regering over, die controleren of de wets- en verordeningsbepalingen worden nageleefd. »

4° Artikel *5ter* wordt aangevuld met de paragrafen 7 tot 10, luidend als volgt :

« § 7. Om de fusies van inrichtingen of de herstructurerings bedoeld in artikel *5quater*, § 1, derde tot vijfde lid, aan te moedigen, worden stimulansen toegekend aan de inrichting die uit een fusie is ontstaan of aan de inrichtingen die uit een herstructurering zijn ontstaan, wat het totaal aantal lestijden/leraar en sommige ambten van personeelsleden die geen les geven, betreft.

Die stimulansen worden in drie categorieën gerangschikt volgens de rangschikking van de inrichtingen die door de fusie of de herstructurering getroffen worden, vastgesteld met toepassing van artikel *5bis*, § 1, op 1 oktober van het jaar dat voorafgaat aan de fusie of de herstructurering :

1° Categorie 1 : wanneer geen van de betrokken inrichtingen in de categorie « behoud 2 » of in de categorie « behoud 3 » gerangschikt is.

2° Categorie 2 : wanneer geen van de betrokken inrichtingen in de categorie « behoud 3 » gerangschikt is en minstens één van die in de categorie « behoud 2 » gerangschikt is.

3° Categorie 3 : wanneer ten minste één van de betrokken inrichtingen in de categorie « behoud 3 » gerangschikt is.

§ 8. De berekening van de stimulansen toegekend aan een inrichting die uit een fusie of een herstructurering ontstaan is en die de stimulansen bedoeld in § 7 geniet, wordt verricht op grond van de volgende gegevens gedurende het fusiejaar en de vijf daarop volgende jaren :

1° een totaal aantal lestijden/leraar A wordt berekend overeenkomstig de artikelen 7 tot 15, 17 en 22, § 2, voor de jaren, graden, vormen, afdelingen, opties of cursussen die reeds vroeger bestonden in de inrichtingen die een fusie of een herstructurering hebben aangegaan;

2° een totaal aantal lestijden/leraar B wordt berekend als volgt : het totaal aantal lestijden/leraar B is het totaal van de totale aantallen lestijden/leraar die overeenkomstig de artikelen 7 tot 15, 17 en 22, § 2, worden berekend, afzonderlijk voor elke inrichting die een fusie of een herstructurering heeft aangegaan, waarbij de leerlingen van de inrichting die ontstaan is uit de fusie worden toegekend aan de ene of andere inrichting zoals georganiseerd vóór de fusie of de herstructurering naar gelang van de jaren, graden, vormen, secties, opties of cursussen die werden georganiseerd door elk van die vóór de fusie of de herstructurering. Als dezelfde jaren, graden, vormen, afdelingen, opties of cursussen in meer dan één inrichting georganiseerd waren vóór de fusie of de herstructurering, wordt de bevolking verdeeld in verhouding tot de totale bevolking van elke inrichting vóór de fusie of de herstructurering.

De structuur van de betrokken inrichtingen die in aanmerking komt voor de berekening van het totaal aantal lestijden/leraar B is deze die bestond op 1 oktober van het voorlaatste schooljaar dat voorafgaat aan de fusie of de herstructurering.

§ 9. De stimulansen voor het totaal aantal lestijden/leraar bedoeld in § 7 worden berekend als volgt :

1° Categorie 1 : als het verschil tussen het totaal aantal lestijden/leraar (TALL) B en het TALL A positief is, wordt dat verschil toegevoegd aan het TALL van de inrichting aan 100 % voor het jaar van de fusie of de herstructurering en de beide daarop volgende jaren, aan 75 % voor het vierde jaar, aan 50 % voor het vijfde jaar en aan 25 % voor het zesde jaar;

2° Categorie 2 : als het verschil tussen het totaal aantal lestijden/leraar (TALL) B en het TALL A positief is, wordt dat verschil toegevoegd aan het TALL van de inrichting aan 75 % voor het jaar van de fusie of de herstructurering en de beide daarop volgende jaren, aan 50 % voor het vierde jaar, aan 25 % voor het vijfde jaar en aan 10 % voor het zesde jaar;

3° Categorie 3 : als het verschil tussen het totaal aantal lestijden/leraar (TALL) B en het TALL A positief is, wordt dat verschil toegevoegd aan het TALL van de inrichting aan 50 % voor het jaar van de fusie of de herstructurering en de beide daarop volgende jaren, aan 25 % voor het vierde jaar, aan 10 % voor het vijfde jaar en aan 5 % voor het zesde jaar.

De stimulansen worden toegevoegd aan het TALL van de inrichting, berekend overeenkomstig de artikelen 7 tot 15, 17 en 22, § 2.

§ 10. De stimulansen betreffende sommige ambten van personeelsleden die geen lessen geven bedoeld in § 7 worden bepaald als volgt voor de drie categorieën : in een uitdovende personeelsformatie wordt een aantal betrekkingen gecreëerd voor de ambten adjunct-inrichtingshoofd, adjunct-provisor of adjunct-onderdirecteur, adjunct opvoeder-huismeester, adjunct-werkplaatsleider en adjunct-werkmeester, overeenstemmend met het overtollige aantal betrekkingen van inrichtingshoofd, provisor of onderdirecteur, opvoeder-huismeester, werkplaatsleider en werkmeester die in vast verband benoemd of aangesteld zijn in de autonome inrichtingen die bestonden vóór de fusie of de herstructurering.

Onverminderd de regels die gelden inzake terbeschikkingstelling bij ontstentenis van betrekking en reffectatie, worden de in vast verband benoemde personeelsleden die, bij toepassing van de nadere regels voor de fusie of de herstructurering, de betrekkingen niet meer zullen bekleden in de ambten inrichtingshoofd, provisor of onderdirecteur, opvoeder-huismeester, werkplaatsleider en werkmeester van de inrichting die een fusie heeft aangegaan, in actieve dienst teruggeroepen of weder tewerkgesteld in de betrekkingen voor de ambten adjunct-inrichtingshoofd, adjunct-provisor of adjunct-onderdirecteur, adjunct opvoeder-huismeester, adjunct-werkplaatsleider en adjunct-werkmeester bedoeld in het eerste lid.

Elke betrekking bedoeld in het eerste lid wordt in de uitdovende personeelsformatie afgeschaft, wanneer de titularis ervan zijn ambt definitief verlaat.

Vanaf de eerste dag van de maand volgend op de uitdoving van een betrekking van adjunct-inrichtingshoofd bedoeld in het eerste lid, krijgt de betrokken inrichting een bijkomende betrekking van provisor of onderdirecteur in afwijking van artikel 21^{quater}.

Vanaf de eerste dag van de maand volgend op de uitdoving van een betrekking van adjunct-opvoeder-huismeester bedoeld in het eerste lid, krijgt de betrokken inrichting een bijkomende betrekking van studiemeester-opvoeder in afwijking van de artikelen 3 tot 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs.

Wanneer de fusie of de herstructurering niet leidt tot een uitdovende formatie voor één van de betrekkingen van inrichtingshoofd of opvoeder-huismeester, krijgt de betrokken inrichting, vanaf de eerste dag van de maand volgend op de fusie, een bijkomende betrekking van provisor of onderdirecteur voor elke afgeschafte betrekking van inrichtingshoofd, of een bijkomende betrekking van studiemeester-opvoeder voor elke afgeschafte betrekking van opvoeder-huismeester.

De bijkomende betrekking van provisor of onderdirecteur bedoeld in het 4de tot 6de lid wordt op 1 september afgeschaft, wanneer, op 1 oktober van het voorafgaande jaar, het aantal leerlingen van de inrichting ontstaan uit de fusie of de herstructurering met meer dan 10 % lager is dan het aantal leerlingen dat wordt gekregen door de optelling van de schoolbevolkingsgroepen, berekend op 1 oktober van het jaar voorafgaande aan de fusie, van elk van de inrichtingen die bestonden vóór de fusie of de herstructurering.

De bijkomende betrekking van studiemeester-opvoeder bedoeld in het vijfde lid en het zesde lid wordt op 1 september afgeschaft, wanneer, op 1 oktober van het voorafgaande jaar, het aantal leerlingen van de inrichting ontstaan uit de fusie of de herstructurering, met 10 % lager is dan het aantal leerlingen dat wordt gekregen door de optelling van de schoolbevolkingsgroepen, berekend op 1 oktober van het jaar voorafgaande aan de fusie of de herstructurering, van elk van de inrichtingen die bestonden vóór de fusie of de herstructurering.

In afwijking van artikel 21^{quater}, kunnen hoogstens 28 bijkomende lestijden aan het totaal aantal lestijden/leraar worden toegekend, om de bij toepassing van het zevende lid afgeschafte betrekking van provisor of onderdirecteur geheel of gedeeltelijk te handhaven, na advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, van de plaatselijke paritaire commissie, en, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs, van de ondernemingsraad of, bij gebreke daarvan, van de vakbondsafvaardiging, waarbij op het bemiddelingsbureau in geval van onenigheid een beroep kan worden gedaan.

In afwijking van artikel 20, § 5, eerste lid, kan een maximum van 24 bijkomende lestijden aan het totaal aantal lestijden/leraar worden toegekend om de bij toepassing van het achtste lid afgeschafte betrekking van studiemeester-opvoeder geheel of gedeeltelijk te handhaven. ».

Art. 7. In artikel 5^{quater}, § 1, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995 en gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 8 februari 1999 en bij het decreet van 12 december 2008, worden drie leden tussen het tweede lid en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De herstructurering van twee of meer inrichtingen kan leiden tot het ontstaan van een inrichting die slechts de 1ste graad organiseert. In dit geval, genieten de door de herstructurering getroffen inrichtingen stimulansen zoals die bepaald zijn in artikel 5^{ter}, §§ 7 tot 10, voor zover de inrichting die slechts de 1ste graad organiseert in één enkele vestiging wordt georganiseerd, zoals bepaald in artikel 2, 1^o, b) van het decreet van 28 april 2004 betreffende de gedifferentieerde financiering van de instellingen voor basisonderwijs en secundair onderwijs, die geen andere inrichting voor secundair onderwijs opneemt dan de inrichting die de eerste graad en geen ander niveau, type of vorm van secundair onderwijs op dezelfde site organiseert. De inrichting die slechts de eerste graad organiseert, kan niet worden gesubsidieerd indien ze op 1 oktober van het herstructureringsjaar niet 340 leerlingen telt. De Regering stelt de nadere regels vast voor de indiening van de aanvragen die tot doel hebben een inrichting te doen ontstaan die slechts de eerste graad organiseert.

In afwijking van het vorige lid, kan de Regering, wegens bijzondere omstandigheden in verband met de afstand, de vervoermiddelen of de ligging van de gebouwen, stimulansen toekennen aan de inrichtingen die een herstructurering aangaan, wanneer de inrichting die slechts de 1ste graad organiseert, zich bevindt op een vestigingsplaats waarop andere inrichtingen voor secundair onderwijs of verschillende vestingen gelegen zijn.

Wanneer de herstructurering van verschillende inrichtingen de sluiting van minstens één onder die tot gevolg heeft, genieten de inrichtingen die uit de herstructurering ontstaan zijn, stimulansen zoals die bepaald zijn in artikel 5^{ter}, §§ 7 tot 10. ».

Art. 8. In artikel 5^{quinquies}, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 5 augustus 1995 en gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008, worden de woorden « van de in de artikelen 2 en 3 bepaalde minima » vervangen door de woorden « van de bepaling bedoeld in artikel 5^{bis}, § 2. ».

Art. 9. In artikel 5*sexties*, dat artikel 5*sexies* wordt, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2008, wordt het enige lid aangevuld met vijf leden, luidend als volgt :

« De Regering stelt, minstens om de vijf jaar, de indicatoren vast die de algemene criteria bedoeld in het eerste lid bepalen.

Daartoe legt de Regering een voorstel van indicatoren voor advies voor aan de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs.

Voor de toepassing van het derde lid, als het advies van de Raad binnen twee maanden te rekenen vanaf de aanvraag om advies die hem door de Regering wordt voorgelegd, niet wordt uitgebracht, wordt het advies als gunstig geacht.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, 1° van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, kan de algemene overlegraad ook op eigen initiatief de Regering voorstellen van indicatoren voorleggen.

De inrichting die een afwijking van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde minima aanvraagt, steunt haar aanvraag met een verantwoording op grond van de criteria en indicatoren waarvan sprake in de eerste twee leden en met een beheersplan om de behoudsnorm progressief in te halen of om de fusie of de herstructurering van de inrichting uit te voeren. ».

Art. 10. De tekst van artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 augustus 1995, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 6.- § 1. Een nieuwe inrichting voor secundair onderwijs van type I mag niet worden opgericht of gesubsidieerd, wanneer ze op 1 oktober van het jaar van haar oprichting geen 450 leerlingen telt.

Een inrichting die ontstaan is uit een fusie of een herstructurering met toepassing van artikel 5*ter* of van artikel 5*quater*, wordt niet als een nieuwe inrichting beschouwd.

Een inrichting die door de wijziging van haar onderwijsaanbod een van de in artikel 4 bepaalde minima bereikt, wordt niet als een nieuwe inrichting beschouwd.

§ 2. Minstens om de drie jaar en voor de eerste keer gedurende het jaar 2011, voert de Regering een analyse uit van de beschikbare gegevens betreffende, voor elke zone afzonderlijk, de demografie en de voorspelbare behoeften in verband met het aantal plaatsen, per graad en per jaar. De Regering wordt ermee belast die analyse binnen de kortste termijn aan het Parlement over te zenden.

Op grond van de resultaten van die analyse, wijst de Regering één of meer onderwijszones of delen van onderwijszones aan waar de vraag op een voorzienbare termijn het bestaande aanbod zal overtreffen. In die zones of delen van zones, bepaalt de Regering het aantal inrichtingen die op te richten zijn op grond van het aantal bestaande plaatsen.

Op grond van het aantal noodzakelijke inrichtingen bedoeld in het vorige lid, doet de Regering, per zone of deel van zone, een oproep tot kandidaten voor de oprichting van nieuwe inrichtingen en legt ze de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs de haar toegezonden kandidaturen voor advies voor.

Voor de toepassing van het derde lid, als de raad niet binnen twee maanden te rekenen vanaf de datum van de aanvraag om advies die hem door de Regering wordt voorgelegd, geen advies heeft uitgebracht, dan wordt het advies als gunstig geacht voor alle kandidaturen.

De Regering richt een aantal inrichtingen op of laat de oprichting van een aantal inrichtingen toe dat niet hoger is dan het aantal dat ze bepaald heeft, waarbij een evenwicht tussen het confessionele karakter en het niet-confessionele karakter en de overeenstemming tussen de voorgelegde projecten en de vastgestelde behoeften, inzonderheid op grond van de locatie en de vervoermogelijkheden, moeten worden gewaarborgd, rekening houdend met het voorgestelde onderwijsaanbod.

In afwijking van § 1, kunnen de in het vijfde lid bedoelde inrichtingen voor elk jaar of elke graad afzonderlijk worden opgericht. In dat geval moeten ze de volgende cijfers bereiken :

— reeds vanaf het eerste jaar, een minimumaantal van 60 leerlingen, op 1 oktober regelmatig ingeschreven;

— op het einde van een proces waarvan de duur door de Regering te bepalen is, 450 leerlingen voor een inrichting die drie graden organiseert, 395 leerlingen voor een inrichting die slechts twee graden organiseert en 340 leerlingen voor een inrichting die slechts één graad organiseert.

De in het vorige lid bepaalde duur wordt vastgesteld op :

1° minstens 3 en hoogstens 4 jaar voor een inrichting die slechts één graad organiseert;

2° minstens 5 en hoogstens 6 jaar voor een inrichting die twee graden organiseert;

3° minstens 7 en hoogstens 8 jaar voor een inrichting die drie graden organiseert.

Zo niet, dan wordt de inrichting op 1 september van het volgende schooljaar niet meer georganiseerd of gesubsidieerd, behalve afwijking toegestaan door de Regering.

§ 3. De in § 1 en § 2 vastgestelde oprichtingsnormen zijn ook van toepassing op de inrichtingen die met toepassing van artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving werden opgericht. ».

Art. 11. In artikel 19, § 3, eerste lid van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 augustus 1995, bij het decreet van 2 april 1996, bij het decreet van 25 juli 1996, bij het decreet van 17 juli 1998 en bij het decreet van 12 december 2008, worden de woorden « vermeld in de lijst, door de Regering opgemaakt ingevolge artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg voor het secundair onderwijs. » vervangen door de woorden « waarvan ten minste één van de vestigingsplaatsen opgenomen wordt in de lijst bedoeld in artikel 4, achtste lid van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. ».

Art. 12. In artikel 21*quater* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1996 en gewijzigd bij het decreet van 24 juli 1997, bij het decreet van 4 januari 1999, bij het decreet van 2 februari 2007 en bij het decreet van 30 april 2009, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De betrekkingen van onderdirecteur kunnen worden toegekend aan twee personeelsleden die elk een halve opdracht presteren, na voorafgaand advies, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, van het basisoverlegcomité, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs, van de plaatselijke paritaire

commissie, en, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrij onderwijs, van de ondernemingsraad, of bij gebreke hiervan, van de vakbondsafvaardiging, waarbij op het bemiddelingsbureau in geval van onenigheid een beroep kan worden gedaan.

Art. 13. In artikel 22 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, bij het decreet van 5 augustus 1995, bij het decreet van 2 april 1996, bij het decreet van 30 juni 2006, bij het decreet van 8 maart 2007 en bij het decreet van 12 december 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden « behalve bij de herstructureringen bedoeld in artikel 5^{quater}, § 1, derde lid » toegevoegd na de woorden « in dit decreet »;

2° In paragraaf 1, achtste lid, wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° de inrichtingen waarvan ten minste één van de vestigingsplaatsen opgenomen wordt in de lijst bedoeld in artikel 4, achtste lid van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. »;

3° Het wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. In afwijking van § 1, onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, voor de inrichtingen die per jaar of per graad worden opgericht overeenkomstig artikel 6, is het aantal leerlingen dat in aanmerking te nemen is voor de toepassing van de hoofdstukken II en *Ilbis* het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober van het lopende schooljaar. Vanaf het schooljaar gedurende hetwelk de inrichting het geheel van de voorziene jaren en graden organiseert, is het aantal leerlingen dat in aanmerking te nemen is voor de berekening van het totaal aantal lestijden/leraar van het volgende schooljaar het aantal regelmatige leerlingen op 15 januari van het vorige schooljaar. ».

Art. 14. In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, bij het decreet van 12 december 2008 en bij het decreet van 3 april 2009, wordt tussen het tweede lid en het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing op de inrichtingen die voor het eerste jaar de stimulansen bedoeld in de artikelen 5^{ter} en 5^{quater} genieten. »

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 15. In artikel 35, § 2, vierde lid, gewijzigd bij het decreet van 26 april 1999, bij het decreet van 3 maart 2004 en bij het decreet van 20 juli 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, van de inspectie, van het hoger onderwijs en van de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties, opgericht door voornoemd decreet van 27 oktober 1994 » worden vervangen door de woorden « De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, van de inspectie, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding, van het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie »;

2° In de laatste zin van hetzelfde lid, worden de woorden « en van de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties » vervangen door de woorden « en van het onderwijs voor sociale promotie ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd*

Art. 16. In artikel 2, 1°, b), laatste lid, van het decreet van 14 juni 2001 betreffende de integratie van nieuwkomers in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap is ingericht of gesubsidieerd, zoals aangevuld door het decreet van 20 juli 2006 en gewijzigd bij het decreet van 12 december 2008 en het decreet van 13 januari 2011, worden de woorden « tot 30 juni 2011 » vervangen door de woorden « tot 30 juni 2012 ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 17. In artikel 6, § 2, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, worden de woorden « vóór 15 november van het lopende schooljaar voor de leerlingen die in het gedifferentieerde eerste jaar ingeschreven zijn » ingevoegd tussen de woorden « toegankelijk, » en « mits toestemming ».

Art. 18. In hoofdstuk II van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, wordt een artikel 6^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 6^{quater}. Binnen de eerste graad, wanneer tegen een leerling een beslissing tot definitieve uitsluiting wordt uitgesproken na 15 januari volgens de procedure bepaald in hoofdstuk IX van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, reikt de Klassenraad, op grond van het in artikel 22 bedoelde verslag, een oriëntatieattest uit met inachtneming van de in de artikelen 23 tot 30 bedoelde bepalingen. In dat geval kan de Klassenraad echter het onderwijsgetuigschrift van de eerste graad of het getuigschrift basisstudies niet uitreiken. Over het uitreiken van dat attest, dat bij het schooldossier van de leerling wordt gevoegd, kan geen beroep worden ingediend.

Het in het vorige lid bedoelde attest heeft uitwerking met ingang van 1 september van het volgende schooljaar, behalve als de leerling, na zijn definitieve uitsluiting, een beslissing van een klassenraad in een andere schoolinrichting geniet. »

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 19. Bij wijze van overgangsbepaling, op 1 september 2011, worden de inrichtingen die, voor de eerste keer, de norm voor de behoud van een inrichting zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan op 1 oktober 2010 niet bereikten, in de categorie « behoud 1 » gerangschikt; de inrichtingen die, voor de tweede opeenvolgende keer, de norm voor de behoud van een inrichting niet bereikten, worden in de categorie « behoud 2 » gerangschikt; de inrichtingen die, voor de derde opeenvolgende keer of sedert meer dan drie schooljaren, de norm voor het behoud van een inrichting niet bereikten,

worden in de categorie « behoud 3 » gerangschikt. Die rangschikkingen worden niet gewijzigd tot 1 september 2012, behalve als de inrichting de behoudsnorm op 1 oktober 2011 opnieuw bereikt.

HOOFDSTUK IX. — *Inwerkingtreding*

Art. 20. Artikel 12 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 21. Behalve wat artikel 12 betreft waarvan de datum van inwerkingtreding door artikel 20 wordt vastgesteld, treedt dit decreet in werking op 1 september 2011.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind,
Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting,
Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector,
Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs
en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 231-1. — Commissieamendementen, nr. 231-2. — Verslag nr. 231-3.

Integrale verslagen. — Bespreking.- Vergadering van 18 juli 2011. — Aanneming. — Vergadering van 19 juli 2011.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 2178

[C - 2011/29433]

14 JUILLET 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française délivrant des mêmes diplômes

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, notamment l'article 45;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française délivrant des mêmes diplômes;

Vu la concertation du 31 mai 2011 avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire organisée conformément à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis n° 49.782/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les annexes 1^{re}, 2 et 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 déterminant les modèles des diplômes et de leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française délivrant des mêmes diplômes sont remplacées par les annexes au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2011-2012 pour ce qui concerne les diplômes et leur supplément délivrés par les Hautes Ecoles et à partir du 1^{er} septembre 2011 pour ce qui concerne les diplômes et leur supplément délivrés par les jurys d'enseignement supérieur de la Communauté française.

Art. 3. Le Ministre de l'Enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2011.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT